

TOUT EST-IL VRAIMENT SUR LA TABLE AU **SOMMET** SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR?

Le ministre Duchesne aime dire qu'au Sommet sur l'Enseignement Supérieur, «tout est ouvert, tout est sur la table». Est-ce que son gouvernement est d'accord?



Pauline Marois, lorsqu'elle était ministre de l'Éducation en 1996, a déclaré une hausse des frais de scolarité, qu'il aura fallu battre par une mobilisation massive. Aujourd'hui, elle est catégorique: la gratuité scolaire est «impossible», dit-elle en pleine campagne électorale, défendant l'indexation des frais de scolarité au coût de la vie. Pourtant, si elle avait lu le mémoire de l'ASSÉ, ou les études des nombreux organismes qui appuient la gratuité scolaire, elle réaliserait qu'il suffirait de rétablir une taxe minime sur le capital des entreprises pour financer entièrement la gratuité scolaire.

Pour **Léo Bureau-Blouin**, ancien président de la FECQ, une hausse des frais de scolarité indexée au coût de la vie est «raisonnable» et «acceptable». Pourtant, il avait milité pour un gel des frais de scolarité pendant le printemps érable. Son passage au Parti Québécois semble l'avoir remis à l'ordre de l'austérité. Léo considère-t-il son ancienne organisation trop radicale? Une erreur de jeunesse, sans doute.



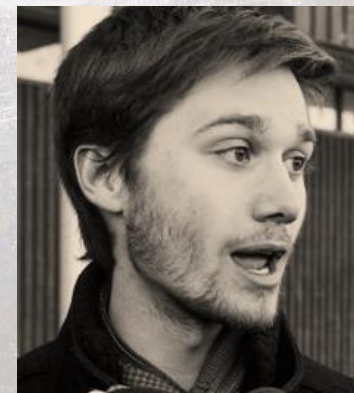
TOUT EST-IL VRAIMENT SUR LA TABLE AU **SOMMET** SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR?

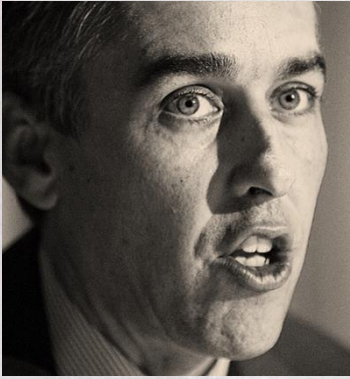
Le ministre Duchesne aime dire qu'au Sommet sur l'Enseignement Supérieur, «tout est ouvert, tout est sur la table». Est-ce que son gouvernement est d'accord?



Pauline Marois, lorsqu'elle était ministre de l'Éducation en 1996, a déclaré une hausse des frais de scolarité, qu'il aura fallu battre par une mobilisation massive. Aujourd'hui, elle est catégorique: la gratuité scolaire est «impossible», dit-elle en pleine campagne électorale, défendant l'indexation des frais de scolarité au coût de la vie. Pourtant, si elle avait lu le mémoire de l'ASSÉ, ou les études des nombreux organismes qui appuient la gratuité scolaire, elle réaliserait qu'il suffirait de rétablir une taxe minime sur le capital des entreprises pour financer entièrement la gratuité scolaire.

Pour **Léo Bureau-Blouin**, ancien président de la FECQ, une hausse des frais de scolarité indexée au coût de la vie est «raisonnable» et «acceptable». Pourtant, il avait milité pour un gel des frais de scolarité pendant le printemps érable. Son passage au Parti Québécois semble l'avoir remis à l'ordre de l'austérité. Léo considère-t-il son ancienne organisation trop radicale? Une erreur de jeunesse, sans doute.





Le budget de **Nicolas Marceau**, ministre des Finances, est un budget qui a comme seul objectif d'atteindre le déficit zéro. En bref: une poursuite de la révolution culturelle néolibérale de Raymond Bachand, son prédécesseur, qui prônait aussi l'indexation des services publics. Il le dit lui-même: son budget est un «budget d'austérité». Tout y passe: coupures dans les universités, hausse des tarifs d'Hydro-Québec, maintien de la

taxe santé. Pour les plus riches et les entreprises, une timide hausse d'impôts perd immédiatement son caractère rétroactif. Le PQ a les mains liées par le privé, pas la population.

En 1996, seul le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE), prédécesseur de l'ASSÉ, avait eu le cran de se lever contre le Sommet socioéconomique du Parti Québécois, qui avait pour but de créer un consensus sur le déficit zéro. Conclusion? Il aura fallu une GGI pour empêcher la hausse des frais de scolarité qui en ressortit, mais il fut impossible d'empêcher les 400 millions de coupures en éducation qui l'accompagnait. Empêchons-les avant d'en arriver là!

QUAND **DUCHESNE** PASSE AUX ACTES...

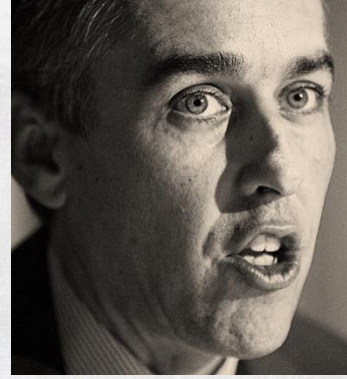
- Des **coupures** de 124 millions de dollars dans le réseau universitaire québécois, soit 5% de leur budget;
- Des **coupures** de 20 millions de dollars dans le réseau collégial;
- Des **coupures** de 31 millions de dollars dans les fonds de recherche (17%), dont 13% du fonds Société et Culture, qui finance la recherche en sciences humaines.



AU SOMMET, SOYONS NOMBREUX ET NOMBREUSES À REVENDIQUER UNE AUTRE VISION DE L'ÉDUCATION!

GRATUITESCOLAIRE.INFO

ASSE-SOLIDARITÉ.QC.CA



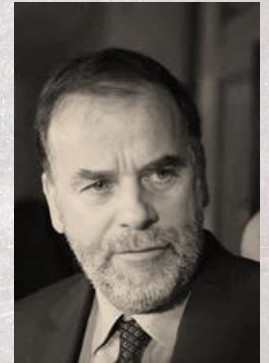
Le budget de **Nicolas Marceau**, ministre des Finances, est un budget qui a comme seul objectif d'atteindre le déficit zéro. En bref: une poursuite de la révolution culturelle néolibérale de Raymond Bachand, son prédécesseur, qui prônait aussi l'indexation des services publics. Il le dit lui-même: son budget est un «budget d'austérité». Tout y passe: coupures dans les universités, hausse des tarifs d'Hydro-Québec, maintien de la

taxe santé. Pour les plus riches et les entreprises, une timide hausse d'impôts perd immédiatement son caractère rétroactif. Le PQ a les mains liées par le privé, pas la population.

En 1996, seul le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE), prédécesseur de l'ASSÉ, avait eu le cran de se lever contre le Sommet socioéconomique du Parti Québécois, qui avait pour but de créer un consensus sur le déficit zéro. Conclusion? Il aura fallu une GGI pour empêcher la hausse des frais de scolarité qui en ressortit, mais il fut impossible d'empêcher les 400 millions de coupures en éducation qui l'accompagnait. Empêchons-les avant d'en arriver là!

QUAND **DUCHESNE** PASSE AUX ACTES...

- Des **coupures** de 124 millions de dollars dans le réseau universitaire québécois, soit 5% de leur budget;
- Des **coupures** de 20 millions de dollars dans le réseau collégial;
- Des **coupures** de 31 millions de dollars dans les fonds de recherche (17%), dont 13% du fonds Société et Culture, qui finance la recherche en sciences humaines.



AU SOMMET, SOYONS NOMBREUX ET NOMBREUSES À REVENDIQUER UNE AUTRE VISION DE L'ÉDUCATION!

GRATUITESCOLAIRE.INFO

ASSE-SOLIDARITÉ.QC.CA